

## Burundi/UE : nouveau round de dialogue politique en vue de la levée des sanctions

@rib News, 24/06/2021 Source Agence Anadolu Le ministre burundais des Affaires étrangères, Albert Shingiro, et Claude Bochu, ambassadeur de l'Union européenne au Burundi, accompagnés de ses collègues des Etats membres ont participé, jeudi à Bujumbura, à une séance de dialogue politique en vue de la levée effective des sanctions prises par l'UE contre le Burundi en 2016, a constaté le correspondant d'Anadolu sur place.

Dans un discours prononcé à l'ouverture de la réunion, Albert Shingiro, a remercié les experts de Bruxelles qui ont recommandé d'écarter de lancer le processus qui va conduire à terme, à une levée des sanctions budgétaires contre le gouvernement burundais. « Le Burundi récupère progressivement la place légitime qui lui revient dans le concert des nations, nous sommes engagés à poursuivre ce dialogue jusqu'à la levée des sanctions », a ajouté Albert Shingiro. Son collègue, Claude Bochu, Délégué de l'UE à Bujumbura s'est réjoui du « pas franchi par les nouvelles autorités burundaises ». Il s'agit de la 3<sup>e</sup> séance de dialogue politique organisée entre Bruxelles et Gitega depuis février dernier. Le 21 juin, le Burundi avait annoncé la levée des sanctions européennes après une audience entre le Président burundais, Evariste Ndayishimiye et Claude Bochu, Ambassadeur de l'UE au Burundi. « Le Chef de l'Etat Evariste Ndayishimiye, vient d'accorder une audience au représentant de l'Union Européenne au Burundi, Claude Bochu qui venait lui annoncer, entre autres, la décision de invoquer l'article 96 suspendant la coopération financière avec le Burundi », a annoncé la présidence sur son compte Twitter. Après plus de 5 ans de suspension de l'aide européenne envers le gouvernement burundais, Gitega et Bruxelles ont repris le dialogue politique en février dernier. En mars 2016, au plus fort de la contestation du 3<sup>e</sup> mandat du président d'alors Pierre Nkurunziza, l'Union européenne (UE) a "suspendu les appuis financiers directs fournis à l'administration burundaise, y compris les appuis budgétaires, mais a maintenu intégralement son soutien financier à la population et son aide humanitaire". Avec une aide globale de quelque 430 millions d'euros pour la période 2015-2020, l'UE était le premier pays donateur du Burundi. Au lendemain des élections de 2020 qui ont donné Evariste Ndayishimiye vainqueur de la présidentielle, d'autres partenaires ont repris la coopération avec le Burundi, notamment l'Organisation internationale pour la francophonie, OIF. Par ailleurs, le Conseil de sécurité de l'ONU a retiré le Burundi de son agenda et le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine en a écarté le pas quelques mois après.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});